

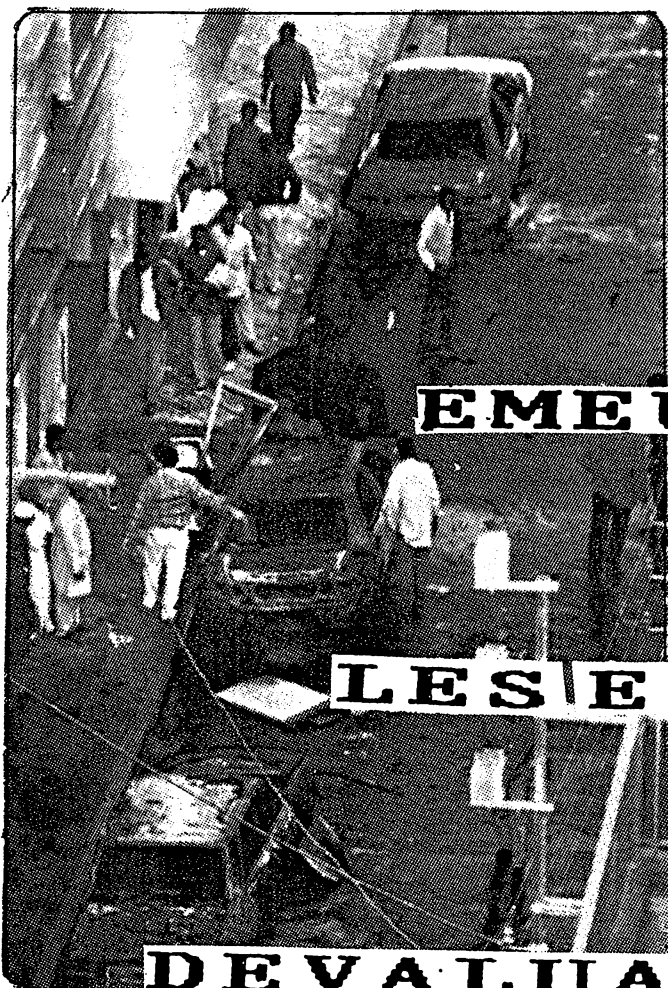
le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 06 MARS 1994 N° 222 PRIX 4 FF



S E N E G A L

EMEUTE CONTRE

LES EFFETS DE LA

DEVALUATION DU CFA

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Page 2

Editorial

Page 5

- Mali: la répression s'abat sur les étudiants

- Côte d'Ivoire: les conséquences de la dévaluation sur la classe ouvrière

Page 7

Cameroun-Nigéria: Un conflit pour cacher les mécontentements sociaux

Page 7

Tchad: la misère des "enfants abandonnés"

Page 9

Bosnie: Ce n'est pas la paix....

Page 10

Hébron: La tuerie agrandit le fossé entre...

ABONNEMENT**FRANCE:** 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE:DUFEAL - COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 - CLICHY Cedex**SENEGAL****EMEUTE CONTRE LES EFFETS DE LA DEVALUATION DU CFA**

Le 16 février dernier, un rassemblement organisé par une coordination des partis d'oppositions pour protester contre les conséquences néfastes de la dévaluation du CFA, s'est transformé en une émeute violente contre le pouvoir. Le gouvernement de Diouf s'attendait plus ou moins à ce que des émeutes ou des manifestations de rue se déclenchent tôt ou tard dans la capitale, tellement la colère est grande parmi la population contre les récentes mesures d'austérité qui s'ajoutent à celles déjà nombreuses qu'elle subit depuis des années. C'est pour cela que, quelques semaines plus tôt, juste après la dévaluation du franc CFA, Diouf s'était octroyé les "pleins pouvoirs" afin de faire face aux réactions de mécontentement de la population.

Les autorités avaient interdit la manifestation; alors, les dirigeants de l'opposition se sont contentés d'un simple meeting dans une place publique. C'est ce rassemblement qui s'est transformé en émeute. Les dirigeants de l'opposition, notamment Wade et Savané, ont été eux-mêmes débordés. Des tenants d'un mouvement islamiste (les Moustarchidines) ont réussi à entraîner derrière eux une grande partie de la foule lasse des discours plutôt modérés des leaders de l'opposition.

La violence a été telle que même les policiers chargés du service d'ordre ont été pris au dépourvu. Il y a eu 8 morts (dont 6 policiers) et plusieurs dizaines de blessés lors des affrontements. Des groupes de manifestants encadrés par des militants islamistes, dont certains étaient armés de barre de fer, voire même d'arme à feu, sont allés jusque devant le palais présidentiel pour crier leur haine contre la politique de Diouf. D'autres arrêtaient des voitures dont quelques unes ont été incendiées.

Le pouvoir a réagi en arrêtant un certain nombre de dirigeants politiques de l'opposition, dont Abdoulaye Wade et Landing Savané. Le

mouvement des moustarchidines (proche de la confrérie des Tidianes) a été interdit de même que le fils du Cheikh Tidiane Sy (le grand imam de cette confrérie) a été arrêté. Le gouvernement les accuse de se mêler de la politique, de faire de l'agitation intégriste. En réalité ce qu'il ne tolère pas c'est que les dirigeants de cette confrérie sont proches du parti de Wade (l'actuel "opposant" qui, hier encore était au pouvoir à côté de Diouf). La famille de Diouf le porterait d'autant moins en coeur que le fils de Tidiane Sy est, paraît-il, en conflit avec elle. Il voudrait, selon les rumeurs, ravir à la famille de Diouf le monopole de l'importation du riz au Sénégal, ou bien qu'il souhaiterait lui aussi avoir sa part dans cette manne.

Il n'y a pas encore longtemps le grand imam des Tidianes était un des fidèles alliés de Diouf. Lorsque les élections avaient lieu cet imam n'hésitait pas à prononcer la consigne religieuse pour appeler les fidèles à voter pour le candidat Diouf parce qu'il était "le candidat de Dieu". Ce sont ces mêmes gens qui sont accusés aujourd'hui parce qu'ils seraient devenus de dangereux agitateurs aux yeux du pouvoir!

Diouf voudrait bien que le mouvement des moustarchidines milite mais à condition que ce soit en sa faveur. Il en a bien besoin car d'autres émeutes, peut-être encore plus violentes, peut-être encore plus massives pourraient éclater dans les semaines ou les mois qui viennent car c'est la condition de vie de plus en plus misérable de la population qui crée les conditions des émeutes et des révoltes.

Aujourd'hui le calme semble revenu à Dakar mais la colère de la population contre les effets terribles de la dévaluation pour les masses pauvres ne feront qu'agrandir le nombre des mécontents. Il n'y a pas que Diouf qui craint la révolte populaire mais également ses maîtres. Lors de l'enterrement

d'Houphouët, Mitterrand, le chef de l'impérialisme français, avait réuni tous ses valets de la zone franc pour leur dire qu'il "veillait" sur eux et qu'il tenait son armée prête pour intervenir en cas de besoin. Les dirigeants du FMI, eux aussi, ont trouvé 67 millions de dollars pour les prêter en urgence à Diouf dès le lendemain des émeutes. Ils savent que les caisses de l'Etat sénégalais sont vides et qu'il n'y a même pas de quoi payer le salaire d'un seul mois des fonctionnaires, c'est-à-dire aussi des policiers et des militaires qui sont censés défendre le pouvoir en cas de révoltes populaires. On se souvient qu'en avril 1987 les policiers eux-mêmes avaient manifesté contre le pouvoir pour revendiquer notamment des salaires et de meilleures conditions de travail.



Car de police incendié

Les conséquences de la dévaluation ne font que commencer à se faire sentir. Bien des gens, y compris parmi les petits salariés, ne s'attendaient pas à la gravité de cette décision et ce d'autant moins que le gouvernement, par l'intermédiaire de la télévision, de la radio comme de la presse officielle, leur avait caché que, sans diminuer leurs salaires, on pouvait du jour au lendemain réduire leur pouvoir d'achat, déjà au plus bas, de moitié sinon plus par le mécanisme de la dévaluation. Certains croyaient aux paroles des dirigeants du pouvoir qui leur disaient (et qui leur disent toujours) que la dévaluation allait avoir des conséquences positives pour les pauvres mais qu'il fallait tout d'abord consentir à des sacrifices.

L'émeute de Dakar ne fait que présager ce qui peut se passer demain dans d'autres capitales. Les pouvoirs en place n'auront pas d'autres choix que la répression ou la démagogie pour détourner la colère populaire. Mais les travailleurs, comme l'ensemble des couches pauvres n'ont pas, eux non plus, d'autres choix que la révolte pour améliorer, ou tout simplement pour empêcher que leurs conditions ne se dégradent encore plus. Malheureusement, la révolte à elle seule, même si c'est la voix à suivre, ne suffit pas pour résoudre les problèmes des pauvres. Si les pauvres ne prennent pas conscience de leurs intérêts spécifiques, des politiciens démagogues, ceux du pouvoir comme ceux qui aspirent à y parvenir, peuvent les entraîner vers des voies comme celle de l'intégrisme religieux ou celle de l'ethnisme qui sont des voies sans issue pour les pauvres et qui se retournent contre eux mêmes.

Voilà pourquoi il est indispensable que naisse et se développe rapidement, au Sénégal en particulier et en Afrique en général, un parti représentant les intérêts de la classe ouvrière - ses intérêts au jour le jour comme ses intérêts à long terme. Un parti qui se propose clairement comme objectif la prise de pouvoir par la classe ouvrière et la paysannerie pauvre; l'établissement d'un gouvernement représentant le pouvoir des classes exploitées de la société, visant clairement le renversement de l'ordre social actuel par l'expropriation de la classe bourgeoise et la mise à la disposition de la collectivité de toutes les ressources, de toutes les usines, de tous les moyens de production. Un pouvoir dont la force ne reposerait pas, comme actuellement, sur une armée, sur une police entièrement au service des classes riches, mais sur l'armement

des classes exploitées.

Un tel pouvoir qui chercherait à satisfaire avant tout les besoins des classes travailleuses, ouvriers et paysans pauvres, ne pourrait certes pas faire des miracles et faire d'un seul pays d'Afrique, d'un groupe de pays, voire, du continent tout entier, une région développée aussi riche que certains pays d'Europe ou d'Amérique. Pour cela, il faudrait que la révolution des ouvriers éclate, aussi, dans les pays riches et que le pouvoir passe aux mains des prolétaires à l'échelle du monde.

La véritable perspective pour sortir de la misère est là, dans la destruction de la société capitaliste à l'échelle du monde, et dans la répartition entre tous les hommes de toutes les richesses aujourd'hui accumulées par la seule bourgeoisie des pays impérialistes.

Mais un gouvernement reposant sur les ouvriers et les paysans pauvres organisés et armés pourrait tout de même faire beaucoup de choses et tout de suite. Il pourrait mettre à la disposition des couches les plus pauvres ce qui est monopolisé par les seules couches riches. Répartir de façon équitable entre tous le peu qu'il y a. Chercher à privilégier, dans la production locale, alimentaire ou industrielle, ce qui est destiné à satisfaire les besoins indispensables des classes populaires, et non pas ce qui rapporte du profit à quelques uns sur le marché mondial.

En se révoltant, les masses populaires trouvent spontanément la seule voie efficace pour faire reculer les classes riches. Mais il ne suffit pas de faire reculer ces dernières. Il faut leur enlever le pouvoir. Là commence la solution de nos problèmes.

MALI

LA REPRESSION S'ABAT SUR
LES ETUDIANTS

La semaine dernière les dirigeants de l'AREM (Association des Elèves et Etudiants du Mali) ont été arrêtés par la police. Ils sont actuellement emprisonnés à Bamako.

Le motif d'arrestation évoqué par le gouvernement de Konaré est que cette association avait appelé à une manifestation en février dernier pour réclamer le paiement des bourses.

Cette manifestation s'est transformée en émeutes. Le siège de l'ADEMA (parti de Konaré) a été saccagé. Les mécontents avaient érigé des barricades dans les rues de Bamako. Selon la police, un certain nombre de boutiques ont été pillées. Tous ces actes de mécontentement des jeunes ont été mis sous la responsabilité de l'AREM et de leurs dirigeants.

Selon le ministre de l'information, ces dirigeants sont arrêtés pour répondre des actes de "vandalisme" commis par les manifestants contre les biens publics et privés. En réalité, le gouvernement voulait taper fort pour faire peur et impressionner les populations afin d'éviter des manifestations répétitives et les barricades dans les rues. Mais en

agissant ainsi, il se met le doigt dans l'oeil car ce n'est pas en fermant tous les établissements scolaires et universitaire qu'il résoudra les problèmes.

Les élèves et étudiants manifestent leur mécontentement parce qu'ils sont des milliers de boursiers voire plus dont un certain nombre vient des quatre coins du pays et n'ont aucune aide financière sinon très peu car leurs parents sont des pauvres. Eux n'ont aucune ressource autre que leur maigre bourse. Si le gouvernement ne paie pas cette bourse depuis plusieurs mois comme c'est le cas, ils ne peuvent que se révolter et descendre dans la rue pour manifester leur colère.

Et quand ils descendent dans la rue, ils entraînent derrière eux tous les exclus de la société, des jeunes et des moins jeunes. Et c'est surtout de la révolte de ces exclus que le gouvernement a peur.

Bien sûr, pour Konaré c'est plus facile de s'attaquer aux quelques dirigeants de ces mouvements que d'affronter la misère et la pauvreté, source principale des mécontentements.

COTE D'IVOIRE

LES CONSEQUENCES DE LA DEVALUATION
SUR LA CLASSE OUVRIERE

Voilà bientôt deux mois que le franc CFA a été dévalué. Le salaire des ouvriers n'a toujours pas changé alors que dans le même temps, les prix des denrées alimentaires comme le riz, l'igname, l'aubergine, le

poisson, la tomate -constituant l'aliment de base- ont augmenté dans les marchés de plus de 50%. Le prix du seau de charbon est passé de 100f à 150f; celui du poisson du simple au double. Le bruit court déjà

qu'une augmentation de 60 à 70% du prix du pain est imminente. Le prix du transport inter-urbain en gbaka a augmenté en moyenne de 25 à 50%, suivant les quartiers. Même les médicaments ont augmenté en moyenne de plus de 46%.

Aujourd'hui, même avec un budget de 1 000 F par jour consacré à la nourriture familiale -un repas- un ouvrier ne peut pas nourrir sa famille. A la fin du mois, une fois que le patron a ôté du salaire les crédits consentis à l'ouvrier, il ne reste à ce dernier presque rien pour tenir. Il est obligé de s'endetter en permanence.

La conséquence c'est que, de plus en plus, une famille ouvrière doit se contenter pour tout repas de bananes plantains braisées accompagnées de piment et peut-être un peu de tomate.

Aujourd'hui, rares sont les ouvriers qui peuvent envoyer leurs enfants à l'école. Rares aussi sont ceux qui se rendent au travail en gbaka. Beaucoup font des trajets de 5 à 7 Km à pied pour économiser 100 F. Même des ouvriers qualifiés tels que les mécaniciens et les électriciens vivent de plus en plus les mêmes réalités.

Les demandeurs d'emploi sont tellement nombreux que les patrons en profitent pour aligner les salaires vers le bas. Le "Smig" est à 217 F /l'heure. L'ouvrier qualifié perçoit autour de 250 F.

Les usines emploient aujourd'hui, dans les bureaux ou dans la production, de plus en plus de "stagiaires" - "aides à l'emploi" -payés à 31 000 F par mois et ce durant un an sans aucune obligation d'embauche en fin de stage.

Les usines n'embauchent d'ailleurs plus. Elles se contentent

d'employer des "journaliers" payés à la pièce, corvéables à merci.

Les patrons trouvent tous les prétextes pour renvoyer les ouvriers ayant un contrat pour les remplacer par des journaliers qui leur coûtent deux fois moins.

Pour "arrondir" les fins de mois, les ouvriers sont obligés d'accepter de faire des heures supplémentaires. Il n'est pas rare de voir des travailleurs effectuer jusqu'à 220 heures par mois pour un salaire qui ne suffira pas à finir le mois. Malgré tout le mépris affiché par les patrons envers les ouvriers qui sont menacés chaque jour de renvoi, malgré toutes les "sanctions" sous forme "d'avertissement" que reçoivent les ouvriers pour un oui ou pour un non, malgré leur maigre salaire, les ouvriers sont obligés de quémander auprès du patron un poste de journalier pour leur femme, leur fils ou leur frère.

Ce mois-ci, avec la dévaluation, dès le deux du mois, la liste des travailleurs demandant une avance sur salaire étaient déjà longue. La plupart des ouvriers se posent les mêmes questions : "comment on va faire?" "Il faut qu'ils voient notre cas; on ne peut pas continuer comme ça". "même les animaux ont besoin de se nourrir". "C'est grave!" "Les gens nous voient sortir dès 4h du matin pour nous rendre au travail. Ils nous voient revenir à la maison quand tout le monde est déjà couché, alors qu'on n'a rien à manger: ça fait honte! Nous ne sommes pas des animaux quand même."

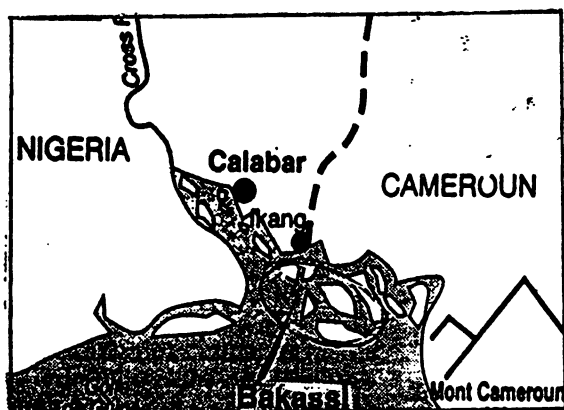
C'est vrai. Dans cette société, plus particulièrement dans un pays pauvre comme la Côte d'Ivoire, les patrons considèrent les ouvriers comme des bêtes de somme. Mais gare à eux. Les ouvriers en colère peuvent leur montrer le contraire!

CAMEROUN-NIGERIA

UN CONFLIT FRONTALIER POUR CACHER
DES MECONTENTEMENTS SOCIAUX

Le Cameroun et le Nigéria sont entrés en conflit pour une question frontalière concernant les quelques kilomètres carrés de la péninsule de Bakassi. La tension est montée lorsque les autorités nigérianes ont commencé à envoyer des troupes militaires en déclarant que c'était pour protéger les pêcheurs habitants les îles de Bakassi, considérés comme étant de même ethnie que les populations vivant au Nigéria dans cette zone frontalière.

Le gouvernement Camerounais, de son côté, essaie de jouer à la victime d'une agression et prétend que la presqu'île de Bakassi est "camerounaise".



Jusqu'à présent ce conflit s'est limité à quelques escarmouches et à des discours tantôt d'apaisement, tantôt belliqueux. Mais dans la situation de crise sociale accompagnée d'une contestation de plus en plus ouverte, les deux dictateurs au pouvoir seraient bien contents de trouver dans ce petit conflit un moyen de canaliser les mécontentements sociaux. Et la petite guéguerre pourrait alors très facilement se transformer en véritable bain de sang entre les populations frontalières.

Le tracé de frontières entre ces deux pays est une illustration de plus de l'aberration des frontières héritées de la

colonisation. Mais nos dictateurs sont bien contents d'avoir hérité de telles frontières qu'ils qualifient de "sacrées" et d'"intangibles" car elles leur permettent d'opposer les peuples les uns contre les autres pour mieux les opprimer.

Dans le passé, pour le même motif les deux pays s'étaient déjà querellés. Les eaux de la péninsule sont, paraît-il, très poissonneuses. De plus, il y a d'importants gisements de pétrole et de gaz au large des côtes de la péninsule.

D'un côté, le Cameroun ambitionne d'avoir la mainmise sur l'exploitation de ces gisements d'autant plus que dans quelques années ses réserves d'hydrocarbures seront épuisées. De l'autre le Nigéria veut lui aussi avoir le contrôle de la région d'autant plus que le port de Calabar (qui se trouve au Nigéria, dans la même zone) risque de devenir dans un avenir proche un débouché pour les compagnies pétrolières.

Les dirigeants des deux régimes voient-là une manne supplémentaire pour agrandir leurs comptes en banque personnels. Mais les véritables raisons de ce conflit sont surtout politiques.

Au Cameroun, depuis la dévaluation du CFA, les prix des denrées alimentaires ont flambé. Les étudiants et les enseignants étaient en grève. L'opposition commence à se mobiliser contre Paul Biya.

Au Nigéria, le Général Abacha qui a annulé les résultats des élections une fois qu'il s'est aperçu que son poulain était battu, est de plus en plus contesté. Bien avant les élections, les mouvements de mécontentements de la population face à la crise étaient déjà fréquents.

Dans un tel contexte, les calculs politiques des deux dictateurs pourraient entraîner les populations dans une boucherie sauvage. Ils en sont bien capables si leur pouvoir est menacé.

Quant à l'impérialisme français qui a des intérêts importants dans la région et plus particulièrement au Cameroun, il a tout de suite envoyé un bateau de guerre pour

montrer que malgré l'indépendance formelle du Cameroun, cette région reste sous sa protection.

Dans toute cette histoire entre dictateurs, les travailleurs et les populations pauvres n'ont aucun intérêt de s'aligner derrière leurs dirigeants. Bien au contraire, ils ont tout intérêt à s'unir pour lutter contre leurs exploités et leurs oppresseurs communs.

TCHAD

LA MISERE DES "ENFANTS ABANDONNES"

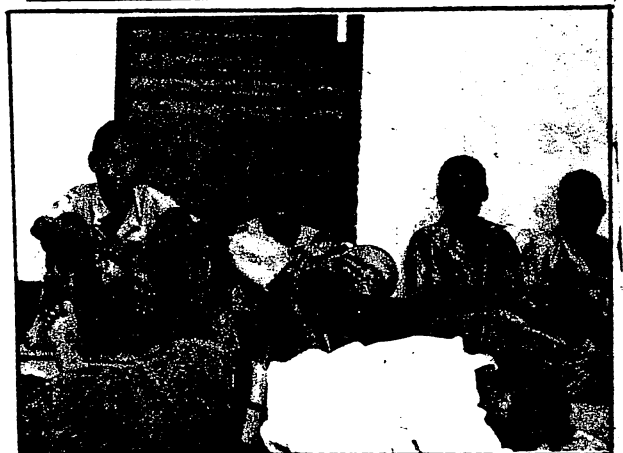
A Ndjaména le nombre d'enfants abandonnés qui errent dans la rue, envahissent les marchés, dorment un peu partout, ne cesse d'augmenter. Pour survivre, ils exercent de petits métiers (porteur, vendeur à la sauvette, ...) ou se nourrissent des débris d'ordures ménagères des quartiers chics (pain, riz, boîtes de lait ou de conserve...) D'autres récupèrent des bouteilles vides qu'ils lavent et les revendent au marché pour gagner trois sous.

Ces "enfants de la guerre" ou "enfants abandonnés" ont perdu leurs parents à la suite de la guerre de 1979 de Ndjaména, des tueries dans le nord et des massacres des populations dans le Sud. Parfois ils sont abandonnés car leurs parents n'arrivent plus à les nourrir. A cause de la crise, les temps sont durs et la nourriture rare. Alors les enfants sont abandonnés à eux-mêmes. Pour ces adolescents, cette activité de ramassage des choses dans les décharges publiques est devenue une nécessité, un moyen de survie.

Certains élisent domicile aux alentours de Ham-Ralgos, un petit village situé près du "camp Epervier", base militaire française située au Nord de Ndjaména. Ils vivent des "déchets" des militaires français. Ils connaissent par coeur

les jours et les heures de passage des bennes à ordures du camp.

A propos de ces adolescents que les Ndjaménois appellent "Yal tanda" (enfants bandits ou délinquants) reconnaissables par leur apparence, leur langage particulier (argot spécial), un journal de la capitale écrit: "Plus d'une centaine de "Yal tanda" vivent sous les arbres environnant cette décharge (...). A l'arrivée de la benne, ils se ruent vers la décharge. Ils n'attendent



pas que le véhicule s'arrête. Se bousculant, ils s'accrochent à la benne et essaient de se hisser à bord. A les voir s'arracher tout ce qui leur tombe sous la main, on penserait à une scène de famine généralisée. Un spectacle de honte et de pitié"

Les "Enfants abandonnés" de Koundoul, un autre village situé à 2,5 km de Ndjaména sont un peu mieux lotis. Ils vivent dans un centre d'accueil. Les 35 pensionnaires sont nourris et logés; ils participent aux frais par de menus travaux dont le tannage du cuir. C'est l'activité principale du centre. Comme ceux du camp "Epervier", les pensionnaires ont un jargon bien à eux pour communiquer.

Le même journal cite le cas d'un pensionnaire qui habitait avec son oncle à Pala, une ville du Sud: "Devant le refus de son oncle de le réinscrire à l'école, ils devient portefaix au marché de Pala. A la maison, il est le souffre-douleur de son oncle. Il prend la clé des champs à bord d'un camion militaire pour Bongor où il est "boy boucher". Grâce à ses petites économies, il descend à Ndjaména chez un autre oncle maternel. Là il a affaire à une marâtre acariâtre. Il trouve une solution: le marché de mil (...) Une femme lui demande de porter son panier pour 100 CFA". Ainsi il avait donc repris son travail de porteur avant de rencontrer les responsables

du centre de Koundoul.

Les enfants délaissés du camp "Epervier", du centre de Koundoul et de beaucoup d'autres non recensés qui vivent un peu partout à Ndjaména et disséminés dans les quartiers témoignent certes d'une situation de guerre; ils témoignent également et surtout du marasme économique que connaît le pays depuis plusieurs années.

La solution à cette situation ne se trouve pas dans les secours des gens de bonne volonté ni dans les oeuvres de charité des organismes humanitaires. C'est la crise économique surtout accentuée dans le cas du Tchad par une guerre des chefs de tendance pour le pouvoir qui a créé la situation que connaît le pays aujourd'hui.

Pour permettre à ces enfants déshérités de vivre mieux et dignement et par delà les nombreuses familles pauvres qui côtoient quotidiennement la famine, la solution réside dans la destruction de ce système capitaliste qui sème la désolation parmi eux.

BOSNIE

CE N'EST PAS LA PAIX QUE VEUT L'IMPERIALISME MAIS LE REGNE PARTAGE DES ASSASSINS

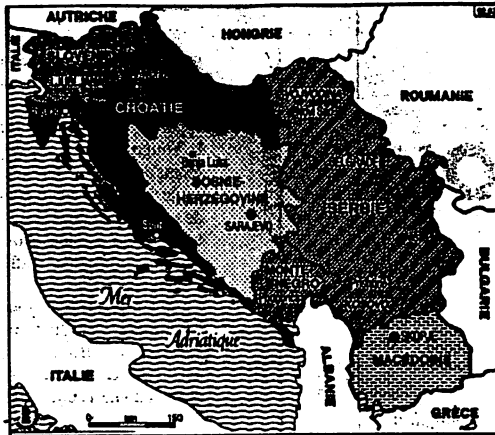
Il a donc fallu l'ultimatum de l'ONU sous la houlette de l'impérialisme américain et la pression de Moscou sur ses protégés serbes pour que cesse le massacre des populations civiles de Sarajevo, capitale de la Bosnie-Herzégovine.

En Bosnie-Herzégovine comme dans tout le reste du territoire de l'ex-Yougoslavie vivaient et se côtoyaient les populations d'origine et de confession diverses, principalement les Croates, les Serbes et les Musulmans. Dans tout

le territoire de l'ex-Yougoslavie, dans les villes et les villages existaient ces trois principales communautés. Des mariages se contractaient entre elles; les peuples étaient confondus et les ethnies imbriquées. L'appartenance à une ethnie ou une confession religieuse n'était qu'un obscur souvenir. Ils étaient d'abord yougoslaves.

Il a fallu l'éclatement de la Yougoslavie pour que les privilégiés du pouvoir central qui veulent

profiter de cette situation se réveillent et réveillent les vieux démons de la division ethnique ou religieuse en s'affirmant qu'ils sont avant tout Serbes, Croates ou Musulmans. Aussi réclament-ils un bout de territoire pour ces différentes communautés et en se posant d'ores et déjà comme les représentants de ces futures entités aberrantes.



Cette revendication des privilégiés est en effet aberrante car, il ne peut y avoir de territoire, si minuscule soit-il, représentant uniquement chacune des ethnies ou chacune des confessions. Partout, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, toutes ces communautés existent et cohabitent.

Ce se donc ces privilégiés qui, en armant leurs partisans entraînent les populations respectives dans la

guerre qui déchire non seulement la Bosnie mais embrase l'ex-Yougoslavie toute entière. Ce ne sont pas les populations, toutes tendances confondues qui ont décidé de s'entre-tuer mais les cliques dirigeantes qui leur montrent le chemin de la haine ethnique ou confessionnelle.

Ces dirigeants qui se posent en nationalistes ont tout à gagner dans le dépeçage de la Bosnie comme du reste du territoire. Au nom du nationalisme serbe, croate ou musulman ce qu'ils veulent en réalité c'est une parcelle de pouvoir sur de petits bouts de territoire. Chaque pouvoir ne sera qu'une dictature, rien de plus. C'est cette vision inique que les dirigeants occidentaux et américains veulent entériner dans l'ex-Yougoslavie pour y faire régner leur paix et leur ordre par l'entremise des bandes rivales. Livrer les populations aux diktats des chefs de tendances armées qui, déjà, se révèlent être des assassins, c'est l'objectif de ce plan.

Le seul espoir pour l'avenir de l'ex-Yougoslavie viendra des populations à qui on n'a jamais demandé son avis sur ce dépeçage. Le seul espoir donc est que le peuple rejette ces cliques nationalistes qui prétendent parler en leur nom.

MOYEN ORIENT

LA TUERIE D'HEBRON AGRANDIT LE FOSSE DE HAINE ENTRE LES PEUPLES

Le 25 février dernier, un colon israélien a ouvert le feu sur des fidèles dans une mosquée à Hébron (Cisjordanie). Il y eut 52 morts et des dizaines de blessés.

Les journaux et les télévisions occidentaux présentent le massacre comme étant l'oeuvre d'un

déséquilibré. En réalité l'assassin était un médecin faisant partie d'un de ces groupes d'extrême droite qui foisonnent en Israël et qui se caractérisent par leur haine des arabes. Ces groupes bénéficient en Israël de la sympathie des milieux religieux ainsi que de la hiérarchie militaro-policière.

Immédiatement après la tuerie, les palestiniens sont descendus et continuent à descendre dans les rues des territoires occupés. Ces territoires sont bouclés par l'armée de Rabin qui tire sans sommation. 26 Palestiniens ont trouvé la mort depuis le massacre d'Hébron ainsi que deux colons juifs.

Dans tous les pays arabes, c'est l'indignation. Au Caire une manifestation de soutien aux Palestiniens s'est transformée le 4 mars en affrontement avec la police. Le Cheikh Tantawi, mufti de son état, réputé modéré, a appelé les Palestiniens à "tuer autant d'Israélien".

En Syrie, le gouvernement déclare avoir pris des mesures pour protéger la communauté juive contre les menaces d'actes de représailles. Le "Parti Musulman Syrien Pour la Justice" affirme par tracts que "le sang des juifs va être versé à la fin du Ramadan".

Ainsi donc, face aux actes criminels des sionistes partisans du Grand Israël, se développe partout dans les pays arabes et même maghrébins, des groupes islamistes "Grand Arabe" tout aussi criminels. Les uns et les autres visent à faire capoter pour des raisons similaires réciproques l'accord Israël-OLP du 13 septembre dernier.

La marge de manoeuvre de l'OLP, la centrale palestinienne, devient de plus en plus étroite. Les dirigeants de l'OLP sont prêts, pour peu que ceux d'Israël et des puissances occidentales le veulent bien, à collaborer dans le sale boulot de flic que les occupants actuels n'arrivent pas à accomplir dans les territoires occupés.

Ce seront des policiers ainsi que des bureaucrates palestiniens qui bénéficieront des postes et des sinécures sous haute surveillance de

leurs homologues israéliens. Les notables et les bourgeois palestiniens pourront également y trouver leur compte; Ils pourront, entre autres, faire circuler plus facilement leurs capitaux.

Mais tous ces petits calculs peuvent être compromis par les extrémistes islamistes qui, eux aussi, ont des ambitions de diriger des Etats sous leur sanglante dictature à l'image de l'Iran.

Yasser Arafat, craint cette concurrence à son détriment. Il a envoyé Abed Rebbi, un de ses lieutenants faire une tournée auprès des gouvernements occidentaux pour obtenir d'eux "une présence internationale à la fois civile et militaire afin que la phase...ne se transforme en épisode de guerre".

Les dirigeants de l'impérialisme qui se félicitaient hier de leur "nouvel ordre économique mondial", et de l'accord Rabin/Arafat sous la houlette de Clinton, font état aujourd'hui de la fragilité d'une telle orientation.

Le capitalisme en crise jette des peuples dans des conflits sans issue dans bien des contrées de la planète.

Bien sûr ces conflits sous leur forme actuelle et sous la direction des nationalistes, sionistes ou islamistes, ne peuvent pas menacer directement cet ordre. Mais l'instabilité, les foyers de tensions permanents peuvent aussi déboucher sur une prise de conscience de l'oppression par les peuples.

Malgré le mur de haine qui a été bâti pour mieux les diviser, les travailleurs et les pauvres, Juifs et Arabes, pourront un jour être des alliés. Car après tout, la situation que vivent les uns et les autres est invivable.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.